



**Direction de l'Infrastructure de la Défense  
De Papeete**

## ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRES DE SERVICES A BONS DE COMMANDE

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

### PROJET DE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
<p><u>Objet du marché :</u></p> <p>POLYNÉSIE FRANÇAISE – ÎLE DE TAHITI ET ATOLL DE MORUROA – IMMEUBLES DES FORCES DE SOUVERAINETÉ</p> <p>ACCORD-CADRE D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RÉALISATION DE DOSSIERS RÉGLEMENTAIRES DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)</p>
<p>Marché passé selon la procédure d'appel d'offre restreint en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique</p>

<p><b>Acheteur :</b> Monsieur le directeur de l'infrastructure de la défense de Papeete</p>
<p><b>Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique :</b> Madame la chef de la section comptabilité métier – Tél : 40.46.30.17</p>
<p><b>Ordonnateur secondaire :</b> Monsieur le directeur du commissariat d'outre-mer en Polynésie Française BP 9420 – 98715 PAPEETE - CMP</p>
<p><b>Comptable public assignataire des paiements :</b> Monsieur le directeur des finances publiques en Polynésie Française 27 rue Anne-Marie Javouhey - BP 86 – 98713 PAPEETE - TAHITI</p>

# Table des matières

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES .....	3
1.1 Objet de l’accord-cadre .....	3
1.2 Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur .....	3
1.3 Représentation du titulaire.....	3
1.4 Désignation de sous-traitants.....	3
1.5 Prestations intéressant la Défense .....	3
1.6 Forme des communications .....	5
1.6.1 Support de communication .....	5
1.6.2 Réserves de la part du titulaire .....	5
1.7 Modalités de définition des besoins .....	5
1.8 Forme et notification des commandes.....	6
1.8.1 Répartition des commandes entre les attributaires .....	6
1.8.2 Attribution du bon de commande .....	6
1.9 Durée de l’accord-cadre.....	6
1.10 Ordre d’exécution des prestations .....	7
1.11 Clause insertion par l’activité économique.....	7
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	7
2.1 Pièces particulières : .....	7
2.2 Pièces générales .....	7
ARTICLE 3. ETABLISSEMENT DES PRIX - MODE DE REMUNERATION.....	7
3.1 Contenu des prix .....	7
3.2 Variation dans les prix .....	8
3.2.1 Type de variation.....	8
3.2.2 Mois d’établissement des prix de l’accord-cadre .....	8
3.2.3 Choix de l’index de référence .....	8
3.2.4 Modalités de révision des prix .....	8
3.2.5 Prestations non listées dans le bordereau de prix.....	9
ARTICLE 4. Règlement des comptes .....	9
4.1 Avances.....	9
4.1.1 Avance au titulaire.....	9
4.1.2 Avance au sous-traitant .....	9
4.1.3 Modalités de paiement et de remboursement de l’avance .....	9
4.2 Règlement des prestations .....	9
4.2.1 Modalités de règlement des bons de commande .....	10
4.2.2 Dépôt des factures .....	10
4.2.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	10

4.2.4	Délai global de paiement .....	10
4.2.5	Intérêts moratoires .....	11
4.2.6	Retenue de garantie.....	11
4.2.7	Modalités de paiement des sous-traitants bénéficiant du paiement direct .....	11
4.2.8	Modalités de paiement des sous-traitants ne pouvant bénéficier du paiement direct .....	11
ARTICLE 5.	Délai(s) d'exécution – pénalités .....	12
5.1	Prolongation de(s) délai (s) d'exécution.....	12
5.2	Pénalités.....	12
5.2.1	.Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité .....	12
5.2.2	Pénalité pour retard dans la remise de documents .....	12
5.2.3	Pénalité pour absence du titulaire à une réunion .....	12
ARTICLE 6.	PREVENTION ET EXECUTION DES PRESTATIONS .....	12
6.1	Prévention, sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	12
6.1.1	Mesures de prévention .....	12
6.2	Exécution des prestations.....	12
6.2.1	Horaires de travail et dispositions diverses .....	13
6.2.2	Période des congés .....	13
6.3	Développement durable.....	13
ARTICLE 7.	REGIME DES RESULTATS .....	13
ARTICLE 8.	ADMISSION DES PRESTATIONS - ASSURANCES – DOCUMENTS A PRODUIRE .	13
8.1	Admission des prestations.....	13
8.2	Assurances.....	13
ARTICLE 9.	DOCUMENTS A PRODUIRE.....	13
ARTICLE 10.	LITIGES .....	14
ARTICLE 11.	MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE EN COURS D'EXECUTION .....	14
ARTICLE 12.	RESILIATION.....	14
ARTICLE 13.	CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM) .....	14
ARTICLE 14.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	14

## DOCUMENTS ANNEXES :

ANNEXE 1 : modèle OS

ANNEXE 2 : modèle BC

ANNEXE 3 : modèle DC4

ANNEXE 4 : arrêté du 19/05/2020

ANNEXE 5 : demande de contrôle primaire

**ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES****1.1 Objet de l'accord-cadre**

La présente consultation concerne l'exécution d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande à prix unitaires d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un dossier réglementaire de demande d'autorisation environnementale des ICPE.

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaire sans montant minimum et un montant maximum de 80 000 000 XPF HT (soit 670 400 euros HT) exécuté par bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

**1.2 Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur**

Pour l'exécution du présent accord-cadre, la signature et les attributions de l'acheteur de l'accord-cadre, sont partiellement déléguées.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/PI, l'acheteur désigne la ou les personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre :

- le Chef de la Division Projet.

L'acheteur pourra désigner en cours d'exécution du marché, d'autres personnes physiques pouvant être habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

**1.3 Représentation du titulaire**

Conformément à l'article 3.4 du CCAG/PI, dès notification de l'accord-cadre, le titulaire désignera la (les) personne(s) physique(s) habilitée(s) à le représenter auprès de l'acheteur pour l'exécution de l'accord-cadre.

**1.4 Désignation de sous-traitants**

Le modèle de déclaration en annexe 3 au présent C.C.A.P. précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R.2193-3 du CCP ainsi que l'assurance prévue à l'article 8.2 du présent CCAP.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement, dans les conditions fixées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP :

- le compte à créditer ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du CCP ;
- le comptable assignataire des paiements.

**1.5 Prestations intéressant la Défense**

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre intéressent la défense ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/PI et notamment, en particulier, aux points suivants concernant les lieux d'exécution des prestations, le besoin de protection en matière de défense des données sensibles.

Certaines bases ou établissements de la Défense, lors d'événements de service de courte durée ou de manœuvres tenues secrètes par l'autorité militaire jusqu'à leur déroulement effectif, sont susceptibles d'être fermés, le cas échéant, sans préavis. Les prestations sont de ce fait interrompues.

La durée fixée pour l'exécution de la prestation ou de la commande, si celle-ci est en cours de réalisation, est d'office prolongée d'une période égale à cet arrêt mais, celui-ci qui n'excède pas le plus souvent quelques jours ne peut donner matière à compensation ou indemnisation.

#### A. Contrôle élémentaire du personnel

Conformément à l'instruction ministérielle n°900/ARM/CAB/NP du 15 mars 2021, l'ensemble du personnel que le titulaire souhaite affecter à l'exécution du présent accord-cadre fera l'objet d'une enquête de sûreté.

Le résultat de l'enquête détermine l'accès ou pas au site.

En conséquence, au plus tard **1 semaine** après la date d'attribution du marché, le titulaire devra fournir à l'acheteur, les fiches individuelles de contrôle primaire (CPR) pour l'ensemble du personnel qu'il souhaite affecter à l'exécution du marché (annexe 5).

A titre indicatif cette enquête peut durer **un (1) mois**. La durée de validité de ce contrôle est de **trois (3) ans**.

**Rappel : Pour les travailleurs étrangers, le titulaire devra fournir les copies des titres de travail les autorisant à exercer une activité salariée en Polynésie Française.**

**Tout étranger titulaire d'un titre dont la validité est périmée, devra être exclu du marché.**

**Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par la DID-PPT en vue de l'exécution du marché ou pour toute autre cause.**

#### B. Contrat sensible

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports protégés voire classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

2. Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

3. Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

4. Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

5. Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

6. Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité des documents « Diffusion restreinte », à ne pas permettre leur accès sur le réseau Internet ou sur tous réseaux sociaux, à respecter l'organisation de transfert de documents, et à détruire tous documents, plans et supports à l'issue de la fin contractuelle du contrat.

7. Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

8. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

## **1.6 Forme des communications**

### **1.6.1 Support de communication**

L'acheteur communique avec le titulaire par le biais de bons de commande ou d'ordres de service transmettant des décisions ou des informations.

Les bons de commande ou les ordres de service sont notifiés dans les conditions des articles 3.7 et 3.8 du CCAG/PI. Ils sont :

- écrits, numérotés, datés et signés par la DID PPT ;
- adressés en deux exemplaires au titulaire, qui renvoie immédiatement à la DID PPT l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

### **1.6.2 Réserves de la part du titulaire**

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il doit les signaler par écrit à l'acheteur dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa date de notification.

En l'absence de réserves, le bon de commande sera réputé accepté par le titulaire.

Dans l'hypothèse où le bien-fondé des réserves est reconnu par l'acheteur, un nouveau bon de commande se substituant au précédent est notifié au titulaire. Dans le cas contraire, le titulaire est tenu d'exécuter le bon de commande, en application de l'article 3.7.3 du CCAG/PI.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG/PI, si le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les signaler par écrit à l'acheteur dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa date de notification.

En l'absence de réserves, l'ordre de service sera réputé accepté par le titulaire.

Dans l'hypothèse où le bien-fondé des réserves est reconnu par l'acheteur, un nouvel ordre de service se substituant au précédent est notifié au titulaire. Dans le cas contraire, le titulaire est tenu d'exécuter l'ordre de service, en application de l'article 3.8.3 du CCAG/PI.

## **1.7 Modalités de définition des besoins**

Le besoin à satisfaire pour une commande sera détaillé, défini dans le bon de commande par l'acheteur ou l'exploitant ultérieurement. Les bons de commande préciseront les prestations à exécuter ainsi que les références des prix issus du bordereau des prix unitaires à leur appliquer.

Les délais relatifs aux documents à produire par le titulaire seront également précisés.

Le mode de règlement sera également fourni par référence à l'article 4.2 du présent C.C.A.P.

### **1.8 Forme et notification des commandes**

Chaque prestation fera l'objet d'un bon de commande.

Le bon de commande sera établi conformément au devis remis par le titulaire et validé par l'administration et précisera :

- L'intitulé et le lieu de l'opération ;
- L'identité de l'acheteur ;
- La définition des prestations ;
- Le délai d'exécution ou la date de début de ce délai et la date limite d'achèvement des prestations ;
- Le montant des prestations HT et TTC en prix de base révisés, tel qu'il ressort du devis estimatif accepté ou rectifié ;
- Le cas échéant, le montant des prestations sous-traités ;
- L'adresse de facturation ;
- Le numéro de l'engagement juridique (EJ).

#### **1.8.1 Répartition des commandes entre les attributaires**

Le présent marché est multi-attributaires. L'acheteur retiendra au maximum 2 attributaires.

Une commande peut être adressée à l'attributaire autre que celui présentant le prix le moins élevé dans le cas où ce dernier est dans l'impossibilité de réaliser les prestations objet de la commande dans les délais souhaités par l'acheteur, selon les modalités définies dans le paragraphe suivant. Les commandes sont regroupées par emprises pour faciliter le traitement des dossiers ICPE.

#### **1.8.2 Attribution du bon de commande**

Au moment de la transmission par e-mail avec accusé de réception du projet de bon de commande, l'exploitant fixe le délai dans lequel le titulaire peut accepter l'exécution du bon de commande sans que ce délai ne puisse être inférieur à quinze (15) jours ouvrés. Le silence gardé par le titulaire dans le délai précité, vaut **refus** de l'exécution de la commande et autorise l'autorité ayant reçu délégation pour émettre des bons de commande à attribuer le bon de commande au titulaire suivant.

Par dérogation à l'article 3.7.2. du CCAG/PI, si la commande qui lui est passée ne lui permet pas d'assurer entièrement la prestation, l'entreprise est tenue d'alerter par écrit l'exploitant dans un délai fixé par ce dernier sans que ce délai ne puisse être inférieur à 15 (quinze) jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande.

### **1.9 Durée de l'accord-cadre**

La durée du présent accord-cadre, c'est à dire sa durée de validité avant toute reconduction, est de un (1) an à partir de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par tacite reconduction, à la date anniversaire de sa notification, pour une durée d'un an.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder quatre (4) ans

Chaque bon de commande fixe la durée et le début d'exécution de la mission.

Cependant, le délai d'exécution d'un bon de commande émis en fin de l'accord-cadre, ne peut avoir pour effet de prolonger l'exécution de l'accord-cadre au-delà de six (6) mois.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

### **1.10 Ordre d'exécution des prestations**

Les bons de commande préciseront les prestations à exécuter ainsi que les références des prix issus du bordereau des prix unitaires à leur appliquer.

En cas de contestation au sujet des numéros, il appartiendra au titulaire, avant tout début d'exécution de faire connaître au service les rectifications ou modifications qu'il estime devoir apporter. Si des changements s'imposent, l'acheteur émettra un bon de commande rectificatif.

### **1.11 Clause insertion par l'activité économique**

Sans objet

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **2.1 Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement (A.E.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la DID PPT fait seul foi ;
- le bordereau des prix unitaires (B.P.U) ;
- le présent projet de cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le projet de cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le mémoire technique ;
- les bons de commande ;
- les ordres de service ;
- les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE).

### **2.2 Pièces générales**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) passés au nom de L'État, arrêté du 30/03/2021,
- l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

## **ARTICLE 3. ETABLISSEMENT DES PRIX - MODE DE REMUNERATION**

### **3.1 Contenu des prix**



Les prix sont établis hors TVA et en francs pacifiques ; toutefois, l'accord-cadre fera apparaître la conversion des prix en euros.

Ils sont réputés tenir compte des conditions suivantes :

- en tenant compte de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leur personnel de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les prestations sont exécutées ;
- en tenant compte des contraintes liées à la sécurité en application de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations, objet du présent marché, et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des armées ;
- en tenant compte du déroulement d'autres chantiers et des activités propres de l'enceinte dans laquelle le titulaire devra intervenir, selon les modalités qui seront arrêtées par l'acheteur et la concertation avec les titulaires des marchés correspondants ;
- en tenant compte des horaires de travail qui s'inscrivent dans les créneaux horaires définis au 6.2.1 du présent CCAP ;
- en tenant compte de l'obligation pour le personnel intervenant à l'intérieur de l'emprise de disposer d'un contrôle élémentaire en cours de validité ;
- en tenant compte de l'article 10.1.3 du CCAG/PI.

### **3.2 Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont révisibles selon les modalités fixées ci-après.

La variation applicable est celle en vigueur à la date de notification du bon de commande concerné.

#### **3.2.1 Type de variation**

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG/PI, les prix sont révisibles annuellement.

Les prix sont fermes la première année. La révision des prix intervient à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Les nouveaux prix sont alors applicables pour une période de douze mois.

#### **3.2.2 Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 10.1.2 et 10.2.4 du CCAG/PI, les prix de l'accord-cadre sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres. Ce mois est appelé « **mois zéro** » et est mentionné en page de garde de l'acte d'engagement.

#### **3.2.3 Choix de l'index de référence**

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est le suivant :

#### **INGENIERIE BSO 08.1 – Travaux d'ingénierie sur Tahiti et Moorea**

Publié par l'institut de la statistique de Polynésie Française ([www.ispf.pf](http://www.ispf.pf)).

#### **3.2.4 Modalités de révision des prix**

La révision des prix du bordereau des prix unitaires (B.P.U) de l'accord-cadre sera effectuée annuellement aux dates anniversaires de l'accord-cadre, par application de la formule :

$$P = P_o * (0,125 + (0,875 * \frac{I_n}{I_o}))$$

dans laquelle :

- P est le prix révisé
- Po est le prix initial
- Io est la valeur de l'index de référence I pour le mois zéro
- In est la valeur de l'index de référence I pour le mois de la révision moins 3 mois

Les pénalités de retard et retenues ne sont pas révisables.

### **3.2.5 Prestations non listées dans le bordereau de prix**

Pour toute commande non prévue au bordereau des prix unitaires, un marché subséquent pourra être réalisé après consultation des deux (2) attributaires de l'accord-cadre, conformément à l'article R.2162-2 du Code de la commande publique. Les modalités de consultation de chaque marché subséquent seront définies dans la lettre d'envoi invitant les deux (2) soumissionnaires à déposer une offre.

## **ARTICLE 4. Règlement des comptes**

### **4.1 Avances**

#### **4.1.1 Avance au titulaire**

Conformément à l'article R.2191-16 du code de la commande publique, pour chaque bon de commande supérieur à 5 966 587 XPF HT (50 000 € HT) et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois, une avance sera versée au titulaire sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement. A défaut de précision dans l'acte d'engagement, le titulaire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant du bon de commande concerné, diminué le cas échéant du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

En application de l'article 11, Option A du CCAG/PI, cette avance sera versée au titulaire du marché quelle que soit la définition du titulaire au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises.

#### **4.1.2 Avance au sous-traitant**

Conformément aux articles R.2193-19 et R.2193-20 du code de la commande publique, les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent prétendre, quel que soit le montant des prestations à réaliser, au versement d'une avance, sur leur demande, dès lors que l'accord-cadre remplit les conditions de l'article 4.1.1 ci-dessus. Cette avance ne pourra excéder 30% du montant des prestations sous-traitées.

#### **4.1.3 Modalités de paiement et de remboursement de l'avance**

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai de trente (30) jours comptés à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du bon de commande.

### **4.2 Règlement des prestations**

Chaque bon de commande indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et, le cas échéant, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur.

Les prestations faisant l'objet d'une commande seront réglées par application des prix unitaires définis au présent accord-cadre.

#### 4.2.1 Modalités de règlement des bons de commande

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG/PI, chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement unique à l'issue de l'exécution des prestations.

Les bons de commande d'une durée supérieure à trois mois feront l'objet d'une facturation trimestrielle.

Après achèvement complet des prestations (aucune réserve), les projets de demandes de paiement sont adressés à l'acheteur via le portail CHORUS-PRO (modalités de dépôt au point 4.3.2) pour vérification et établissement de la constatation de service fait (CSF) à joindre à la demande de paiement pour liquidation auprès du pouvoir adjudicateur.

L'acheteur soit :

- accepte le projet de demande de paiement et établit la CSF;
- le rectifie et le complète, en faisant notamment apparaître, s'il y a lieu, dans la CSF, les pénalités, ainsi que le nouveau montant arrêté à régler au titulaire. La CSF sera notifiée par mail ou par OS, le cas échéant accompagnée, des documents relatifs à l'application des pénalités de retard lesquelles auront été notifiées au titulaire par OS. Passé un délai de quinze (15) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé par son silence avoir accepté le montant qui est alors considéré comme définitif.

Il est précisé qu'une demande de paiement ne pourra correspondre qu'aux prestations d'une seule commande.

En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes il y aura autant de factures que de commandes.

#### 4.2.2 Dépôt des factures

Dans le cadre de la modernisation de l'économie, du pacte de compétitivité pour les entreprises et dans un souci d'améliorer le délai de paiement, la DID de Papeete, en tant qu'entité du ministère des armées, a l'obligation de s'engager dans la dématérialisation du traitement des factures et des demandes de paiement.

Le titulaire doit déposer gratuitement ses demandes de paiement de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communauté-chorus-pro.finances.gouv.fr>

**NOTA** : Si le titulaire n'est pas déjà en possession d'un compte « CHORUS-PRO », avant tout premier dépôt, il prendra contact avec la chef de la Section Comptabilité Métier de la DID afin de prendre connaissance de la démarche à suivre :

Mail : [did-papeete.comptable.fct@intradef.gouv.fr](mailto:did-papeete.comptable.fct@intradef.gouv.fr)

Téléphone : 40 46 30 17 / 87 76 06 3.

#### 4.2.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants seront calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

#### 4.2.4 Délai global de paiement

Conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiements dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement de chaque demande de paiement ne peut excéder **trente (30) jours**.

Le délai global de paiement des cotraitants et des sous-traitants payés directement est identique à celui prévu pour le paiement du titulaire (ou du mandataire en cas de groupement).

#### **4.2.5 Intérêts moratoires**

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux demandes de paiement et factures sont calculés sur le montant total des demandes de paiement et factures toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie s'il y a lieu, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable au présent accord-cadre est calculé selon la réglementation en vigueur.

#### **4.2.6 Retenue de garantie**

Il n'est pas constitué de retenue de garantie

#### **4.2.7 Modalités de paiement des sous-traitants bénéficiant du paiement direct**

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande publique, le seuil prévu à l'article L. 2193-10 du Code de la commande publique à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 10% du montant total du marché. Le sous-traitant admis au paiement direct, adresse sa demande de paiement au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande de paiement du sous-traitant pour faire parvenir à l'acheteur une attestation indiquant les sommes à régler à chaque sous-traitant concerné. Ces sommes tiennent compte le cas échéant de la révision des prix.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur par CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) conformément aux conditions énoncées à l'article 4.2.2.

#### **4.2.8 Modalités de paiement des sous-traitants ne pouvant bénéficier du paiement direct**

Les sous-traitants directs dont le montant du contrat de sous-traitance est inférieur à 10% du montant du marché et les sous-traitants de sous-traitants directs (dits de rang 2) sont payés par leurs co-traitants.

Le titulaire ou le sous-traitant direct, joindra à la déclaration de sous-traitance une copie de la caution personnelle et solidaire qu'il est tenu de délivrer à son sous-traitant en application de l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

A défaut de pouvoir produire cette caution, exigée pour assurer la protection financière du sous-traité qu'il présente, le titulaire ou le sous-traitant direct effectue une demande de délégation de paiement (conformément à l'article 14 de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance), par l'intermédiaire de l'acte spécial de sous-traitance (Rubrique G du DC4).

**ARTICLE 5. Délai(s) d'exécution – pénalités**

En plus des dispositions définies à l'article 3 de l'acte d'engagement, la fixation des délais d'exécution des commandes est faite selon les dispositions ci-dessous.

**5.1 Prolongation de(s) délai (s) d'exécution**

Les stipulations du CCAG/PI sont seules applicables.

**5.2 Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités (retard et violation des obligations) ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, quel que soit le montant des pénalités encourues, il n'y a pas d'exonération de pénalité.

Les pénalités sont cumulables et non révisables.

**5.2.1 Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

Les dispositions de l'article 14.2 du CCAG PI s'appliquent.

**5.2.2 Pénalité pour retard dans la remise de documents**

Par dérogation aux termes de l'article 14.1.1 du CCAG/PI, toute journée de retard dans les délais prescrits dans les bons de commandes pour la remise de documents, fera l'objet d'une pénalité de 25 000 XPF HT, soit 209,50 € HT.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date réelle de remise du document et la date limite prévue.

**5.2.3 Pénalité pour absence du titulaire à une réunion**

Par dérogation aux termes de l'article 14.1.1 du CCAG/PI, en cas d'absence du titulaire à une réunion pour laquelle il aura été dûment convoqué, une pénalité de 25 000 XPF HT, soit 209,5 € HT, s'appliquera.

Toute absence du titulaire à une réunion reprogrammée fera l'objet d'une pénalité de 100 000 XPF HT, soit 838 € HT.

**ARTICLE 6. PREVENTION ET EXECUTION DES PRESTATIONS****6.1 Prévention, sécurité et protection de la santé des travailleurs****6.1.1 Mesures de prévention**

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les prestations effectuées dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure, telles qu'elles figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et s'engage, pour ce qui le concerne ainsi que pour les intervenants de son fait, à s'y conformer.

**6.2 Exécution des prestations**

### **6.2.1 Horaires de travail et dispositions diverses**

Les horaires de travail du titulaire s'inscriront dans les créneaux suivants :

- du lundi, mardi et jeudi de 06h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h10,
- le mercredi et vendredi de 06h30 à 12h30,

S'il souhaite travailler en dehors des heures ci-dessus le titulaire devra en faire la demande avec un préavis de 3 jours ouvrés.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le lieu des prestations, le titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence du site sur lequel il intervient.

### **6.2.2 Période des congés**

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire exécuter les prestations pendant la période des congés payés de ses personnels (en particulier juillet, août et décembre).

## **6.3 Développement durable**

Sans objet.

## **ARTICLE 7. REGIME DES RESULTATS**

Le régime des résultats est conforme aux dispositions de l'article 35 du CCAG/PI.

## **ARTICLE 8. ADMISSION DES PRESTATIONS - ASSURANCES – DOCUMENTS A PRODUIRE**

### **8.1 Admission des prestations**

L'admission des prestations sera prononcée par l'acheteur conformément aux stipulations de l'article 29.1 du CCAG/PI.

### **8.2 Assurances**

Conformément à l'article 9 du CCAG/PI, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que ses éventuels cotraitants et sous-traitants devront justifier qu'ils sont détenteurs d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cette justification devra être renouvelée au début de chaque période de reconduction.

## **ARTICLE 9. DOCUMENTS A PRODUIRE**

Le titulaire doit remettre à l'acheteur, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus à l'article Lp 5611-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de **moins de 6 (six) mois** ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France ou à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières transmettent par courrier les documents mentionnés ci-dessus.

**En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 12 du présent CCAP.**

## **ARTICLE 10. LITIGES**

Toute contestation survenant entre l'administration et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses du marché, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision de l'acheteur.

L'administration et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Les petites et moyennes entreprises pourront également solliciter la mission PME du ministère des armées : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](mailto:minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr)

En dernier ressort, le tribunal administratif de la Polynésie française est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'administration au titulaire.

## **ARTICLE 11. MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE EN COURS D'EXECUTION**

Pour application des articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique, toute modification apportée à l'accord-cadre sera entérinée par un avenant.

Il est précisé que si les prix de l'accord-cadre ne permettent pas le règlement de la totalité de la commande, le titulaire est tenu de proposer des prix nouveaux qui seront instruits par l'acheteur. Ces prix feront l'objet d'une acceptation sous forme d'avenant.

## **ARTICLE 12. RESILIATION**

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 36 à 40 inclus du CCAG/PI.

Toutefois, par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation du marché par l'acheteur pour motif d'intérêt général.

## **ARTICLE 13. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM)**

La DID de PAPEETE peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de la DID de PAPEETE qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) : la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire à l'acheteur, le Directeur d'Infrastructure de la Défense de PAPEETE.

## **ARTICLE 14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG/PI :

<b>Articles du CCAP</b>	<b>Dérogation articles CCAG/PI</b>
1.8.2	3.7.2
2	4.1
3.2.2	10.1.2 et 10.2.4
4.2.1	11.2
5.2	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
12	40